



ASSURER L'AVENIR DU CANADA

Grâce aux talents, à la recherche et aux
infrastructures d'ici



**Universités
Canada.** **Universities
Canada.**



Au cœur de la réussite du pays se trouve une promesse faite aux Canadiennes et aux Canadiens, selon laquelle chaque personne peut améliorer son sort en y consacrant des efforts et en contribuant à sa collectivité.

Il faut trouver dès maintenant des solutions pour assurer l'avenir du Canada, et le milieu universitaire canadien met la main à la pâte. Essentielles, novatrices et profondément ancrées dans leurs collectivités, les universités sont déterminées à relever les plus grands défis économiques du pays.

Mais après des années de sous-financement, auxquelles s'ajoutent l'augmentation du coût de la vie et l'inflation, elles sont à bout de souffle. Et pourtant, on leur demande d'en faire encore plus avec toujours moins. Résultat : des portes fermées, des communautés affaiblies et des talents gaspillés. Les universités se mobilisent, mais ce n'est pas suffisant. Il faut en faire davantage pour soutenir la population étudiante et libérer le plein potentiel des établissements du pays. En clair, le Canada ne peut espérer prospérer et bâtir la meilleure économie du G7 sans un engagement fort envers la recherche et les universités.

Pour tenir cette promesse, l'ambition ne suffira pas : il faudra une action coordonnée et stratégique pour bâtir une économie résiliente. Avec la concurrence mondiale et les pressions intérieures qui s'intensifient, le pays doit plus que jamais s'appuyer sur ses atouts, notamment sur ses universités qui, avec un véritable soutien provincial et fédéral, peuvent contribuer significativement à sa force et à son unité.

Maintenant plus que jamais, le nouveau gouvernement du Canada doit diriger avec intention et urgence. Et cela commence par des investissements audacieux dans la recherche et les talents d'ici.

C'est en investissant dans les gens et les infrastructures qui soutiennent l'intelligence artificielle (IA), la défense, l'agriculture, les minéraux critiques et la fabrication de pointe qu'il pourra stimuler la productivité et la croissance économique à long terme. Sans une action ferme, le Canada perdra du terrain dans ces industries stratégiques.

Les universités sont la porte d'entrée vers de nouvelles possibilités et une vie meilleure pour la population canadienne.

Les études universitaires offrent de bonnes perspectives d'emploi, des salaires élevés et un avenir radieux, ce qui profite à la fois aux familles, aux collectivités et à l'économie.

Les universités forment la relève compétente dont le pays a besoin de toute urgence, notamment en soins infirmiers, en médecine, en enseignement, en génie et en entrepreneuriat. La recherche dans ces domaines mène à des percées médicales et des avancées dans les technologies propres et l'IA qui contribuent à bâtir des collectivités viables et résilientes.





PROPOSITIONS DE POLITIQUE



Livrer concurrence pour attirer les talents

Attirer les talents dont le Canada a besoin pour assurer son avenir

La prospérité à long terme du pays et son poids sur les marchés internationaux reposent sur la capacité du gouvernement fédéral à former, à attirer et à retenir les meilleurs talents au monde grâce à des mesures réfléchies et coordonnées. Cependant, les délais d'obtention de visa et les politiques changeantes poussent les meilleurs talents à se tourner vers d'autres pays.

Le fait est que bon nombre des étudiantes et étudiants internationaux pris dans ce système défaillant sont déjà intégrés à la société canadienne, terminent leurs études secondaires au pays, travaillent à des projets de recherche de pointe ou se préparent à occuper des emplois essentiels.

Il est temps pour le pays de revoir son approche et trouver l'équilibre entre l'attraction des meilleurs talents d'ailleurs et la formation des talents d'ici, afin de répondre aux besoins criants du marché du travail et de bâtir un Canada prospère et concurrentiel. Universités Canada plaide en faveur de politiques d'immigration claires et prévisibles ainsi que d'une meilleure coordination entre les gouvernements, les établissements d'enseignement et le secteur privé, afin que même avec le plafond fédéral actuel sur les permis d'études, les esprits les plus brillants continuent de choisir le Canada.





Recommandations :

1. Simplifier le traitement des demandes de visa pour attirer et retenir les talents mondiaux

Pour que le Canada reste une destination de choix pour les personnes souhaitant y étudier ou y faire de la recherche et où les diplômées et diplômés qualifiés peuvent intégrer rapidement le marché du travail, le gouvernement fédéral doit absolument améliorer son processus de traitement des demandes de visa.

Dans le contexte actuel de concurrence mondiale accrue, les délais de traitement plombent l'attractivité du pays à l'international. Par rapport à des nations comparables comme le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande, où les délais sont respectivement de trois semaines et de deux à quatre semaines, le Canada est à la traîne, ce qui va directement à l'encontre de l'engagement du premier ministre à faire croître l'économie du pays et à attirer les esprits les plus brillants du monde.

Il faut agir rapidement pour remédier à cette situation. En tant que porte-parole nationale des universités canadiennes, Universités Canada réclame un processus équitable, transparent et prévisible qui privilégie les établissements responsables, dotés de normes d'admission rigoureuses, des pratiques de recrutement éthiques et de services solides aux étudiantes et étudiants.

2. Établir une table ronde ministérielle sur la stratégie en matière de talent, de compétences et d'immigration

Le Canada doit affiner sa compréhension des enjeux et adopter une approche coordonnée qui tienne compte des réalités régionales. C'est pourquoi Universités Canada exhorte le gouvernement fédéral à mettre sur pied une table ronde ministérielle sur la stratégie canadienne en matière de talent, de compétences et d'immigration. Il faudra y retrouver les principaux ministères fédéraux, notamment Emploi et Développement social Canada, Affaires mondiales Canada, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada, en plus des parties prenantes des gouvernements provinciaux et territoriaux, du secteur privé et du secteur de l'enseignement supérieur.

Le pays doit se doter d'un système qui aligne les politiques d'immigration sur les besoins en main-d'œuvre, la productivité et les objectifs économiques, un système qui attire les meilleurs talents du monde tout en développant les compétences nationales nécessaires à la croissance économique.

3. Redorer l'image du Canada

La réputation du Canada comme destination de choix pour les meilleurs talents a été entachée et les conséquences se font déjà sentir : les établissements membres d'Universités Canada peinent à combler les places dans leurs programmes et à attirer les personnes hautement qualifiées dont l'économie a besoin.

C'est au gouvernement fédéral qu'incombe la responsabilité essentielle de rétablir la confiance envers le Canada comme destination privilégiée pour l'apprentissage, la recherche et les perspectives d'emploi. Après 18 mois d'incertitude, le temps est venu pour le gouvernement d'agir avec clarté, intention et ambition pour rebâtir la réputation du Canada par des efforts décisifs et coordonnés qui réaffirmeront son identité comme partenaire éducatif de confiance et pôle mondial d'excellence.



2

Stimuler l'économie canadienne

Transformer les idées en solutions concrètes pour faire croître l'économie du Canada et assurer son avenir

Les universités sont prêtes à résoudre les plus grands problèmes du Canada. Qu'il s'agisse de la pénurie de main-d'œuvre, de logement, de projets d'unification nationale ou de défense, elles sont des partenaires pragmatiques. Partout au pays, les universités collaborent déjà avec les secteurs public et privé à la recherche de solutions concrètes et durables. Elles mènent des projets de recherche de pointe, forment une main-d'œuvre hautement compétente et favorisent la mise en marché de nouvelles technologies. Par ailleurs, elles sont à l'origine des avancées dans les domaines de l'IA, de l'informatique quantique, de la cybersécurité, des minéraux critiques et du captage du carbone qui transforment les industries mondiales et soutiennent la compétitivité des entreprises canadiennes.

Mais pour tirer pleinement parti de leur potentiel, le Canada doit se doter d'une stratégie claire arrimant la recherche et la formation universitaires aux besoins du marché et misant sur l'attraction des talents internationaux qui favoriseront les investissements à long terme nécessaires pour bâtir une économie forte et unifiée.





Recommandations :

1. Lancer une stratégie sur les talents en recherche fondée sur le soutien de l'écosystème dans son ensemble

Le Canada doit agir rapidement pour attirer les scientifiques d'exception, surtout considérant le virage que prennent les États-Unis en matière de recherche. La nouvelle stratégie en matière de talent doit miser sur l'offre de bourses d'études et de recherche concurrentielles en début de carrière, ainsi que sur l'augmentation du financement de base dans l'écosystème de recherche du Canada, en s'appuyant sur les engagements budgétaires de 2024 visant à soutenir les projets d'infrastructure, à retenir les talents d'ici et à renforcer la recherche fondamentale dans tous les établissements du pays.

2. Concrétiser les engagements du budget de 2024

Avec l'arrivée du nouveau gouvernement, la pleine mise en œuvre des engagements budgétaires en matière de recherche sera indispensable pour que les universités puissent continuer à stimuler la productivité canadienne.

Le budget prévoyait entre autres l'augmentation des bourses d'études supérieures et de recherche postdoctorale offertes par les organismes subventionnaires, de nouvelles possibilités de financement des infrastructures de recherche et la création d'une nouvelle organisation-cadre de financement de la recherche pour moderniser l'écosystème scientifique canadien. Ces mesures représentent un premier pas vers la mise en œuvre des principales recommandations du Comité consultatif sur le système fédéral de soutien à la recherche visant à financer la recherche à un niveau concurrentiel à l'échelle mondiale. Dans sa quête d'indépendance économique, le Canada doit maintenant accélérer ses investissements dans les meilleurs talents et la recherche de pointe.

3. Mobiliser le milieu de la recherche pour maximiser les retombées

Afin d'exploiter pleinement le potentiel de l'organisation-cadre et du Bureau de la recherche, de l'ingénierie et du leadership de pointe en science, le gouvernement fédéral doit collaborer directement avec les figures de proue de la recherche au Canada. L'implication précoce et soutenue d'Universités Canada et d'autres parties prenantes dans le processus garantira que ces initiatives s'appuient sur les réalités du secteur, aient les retombées attendues et cadrent avec les objectifs à long terme du pays en matière d'infrastructure, d'IA, de défense, de politiques industrielles et de formation de la main-d'œuvre.

4. Renforcer l'infrastructure de recherche et les partenariats industriels

Les meilleurs talents ne peuvent s'épanouir que dans un écosystème de recherche bien équipé et interconnecté. L'intégration des talents issus des universités du pays à l'économie industrielle canadienne dépend de la réalisation d'investissements stratégiques dans les infrastructures de recherche — comme les systèmes de traitement de l'IA, les plateformes de réseau neuronal et les écosystèmes de données publiques — et de la création de nouvelles chaires de recherche axées sur l'industrie. Une meilleure intégration facilitera la commercialisation, améliorera les résultats en matière de propriété intellectuelle et générera des gains en productivité pour les partenaires industriels, qui affirment en grande majorité que de s'associer au secteur universitaire améliore leur rendement (62 %) et leur productivité (50 %).

Si le Canada perd du terrain dans les domaines de la recherche industrielle ou des technologies critiques comme l'IA, l'informatique quantique, les minéraux critiques et la capture de carbone, des entreprises, des investissements et des emplois passeront aux mains de la concurrence. Investir stratégiquement en recherche, c'est renforcer l'économie du pays, assurer son avenir et placer les intérêts de sa population au premier plan.



3

Construire les logements et les infrastructures dont le Canada a besoin

Investir dans les infrastructures universitaires essentielles à la construction de la nation

Pour bâtir une économie forte et concurrentielle et relever les défis urgents en matière de logement et de productivité, le Canada doit libérer tout le potentiel de ses universités. Les laboratoires de pointe attirent les meilleurs talents en recherche et contribuent au développement de l'infrastructure canadienne d'IA. En offrant des logements abordables à plus de 135 000 personnes, les universités contribuent à réduire la pression sur le marché de l'habitation. Les installations sur les campus, comme les espaces récréatifs, les cliniques, les services de garde et les bibliothèques, profitent aux collectivités locales, y compris aux familles et aux personnes âgées. Les universités contribuent au maintien d'infrastructures essentielles telles que les systèmes d'aqueduc, les routes, les ponts et les réseaux de transport. L'utilisation quotidienne par la population étudiante et le personnel universitaire des transports en commun, comme les autobus et les trains légers, assurent la viabilité du système pour toute la collectivité.

Pour soutenir la croissance économique et répondre aux défis urgents en matière de logement et de productivité, le Canada doit investir intelligemment dans des infrastructures qui assurent un retour durable pour les contribuables. Un partenariat solide avec le gouvernement fédéral peut accélérer la concrétisation de ces projets.





Recommandations :

1. Accroître le soutien au logement étudiant pour alléger la pression exercée sur les marchés locaux

L'augmentation des coûts de construction, la rigidité des règles d'emprunt et l'accès limité aux programmes fédéraux entravent l'expansion de l'offre de logements étudiants. Afin d'aider les universités à désengorger le marché locatif, le gouvernement fédéral devrait faciliter l'accès au financement pour la construction et la rénovation de résidences, notamment en veillant à ce que les deux milliards de dollars annoncés dans le cadre du programme Maisons Canada pour la construction de logements pour les étudiantes et étudiants et pour les personnes âgées soient distribués en tenant compte des restrictions d'emprunt provinciales et des contraintes financières que subissent les établissements, et en privilégiant au besoin les subventions plutôt que les prêts. Ce financement devrait aussi soutenir des projets innovants comme les constructions à usage mixte et la réfection de bâtiments existants. De plus, le gouvernement devrait élargir l'accès au financement en créant des volets propres au logement étudiant dans les programmes fédéraux existants et collaborer avec les provinces pour éliminer les lourdeurs administratives et faciliter les approbations.

2. Ouvrir les programmes d'infrastructure fédéraux aux projets universitaires

Le Canada doit développer ses propres solutions en matière d'énergie propre, de biotechnologie, de fabrication de pointe et d'IA afin de résister à la hausse des tarifs douaniers et à la baisse de productivité, mais ses universités sont incapables de moderniser leurs laboratoires désuets en raison de leur exclusion des programmes fédéraux d'infrastructure. Des décennies de sous-investissement ont mis les infrastructures universitaires dans une situation critique : les coûts des travaux d'entretien différé à l'échelle nationale dépassent maintenant les 17,2 milliards de dollars, et plus du tiers des projets sont considérés comme urgents. Le Programme d'infrastructure du savoir, un programme fédéral qui s'appuyait sur une collaboration avec les provinces et les territoires, a montré qu'on pouvait créer de l'emploi, moderniser les infrastructures et stimuler la recherche en investissant stratégiquement dans les campus. La relance d'un programme comme celui-ci créerait des emplois, résorberait l'arriéré d'entretien et offrirait à la population étudiante et au milieu de la recherche les espaces modernes dont ils ont besoin, générant du même coup une valeur durable pour les contribuables, les collectivités et l'économie du pays.



Conclusion

Le Canada ne peut se permettre de perdre du terrain dans la course mondiale aux talents, à la recherche et à l'innovation. L'incertitude politique, la hausse des coûts et l'imprévisibilité du système d'immigration nuisent à la compétitivité du pays et limitent le potentiel de ses universités à répondre aux priorités nationales.

Parallèlement, la pression exercée sur les universités s'accroît. Les contraintes financières, les infrastructures vieillissantes et les politiques d'immigration imprévisibles nuisent à leur capacité à offrir une éducation de calibre mondial, à attirer les talents d'ailleurs et à soutenir les industries qui font progresser l'économie.

Plus qu'une question de financement, c'est une menace grandissante pour la promesse du Canada. Sans des investissements soutenus et prévisibles, les universités auront toujours plus de mal à former une main-d'œuvre compétente, à générer des avancées en recherche et à stimuler l'innovation, trois impératifs sur lesquels repose l'économie. Pour tenir sa promesse, le Canada doit leur donner les moyens de former la prochaine génération, renforcer la capacité nationale et favoriser la prospérité à long terme.

